

Convention collective

**IDCC : 8535. – COOPÉRATIVES D'UTILISATION
DE MATÉRIEL AGRICOLE
(Bretagne et Pays de la Loire)
(19 novembre 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 décembre 2002,
Journal officiel du 17 janvier 2003)

AVENANT N° 22 DU 6 OCTOBRE 2011

NOR : AGRS1297079M
IDCC : 8535

Entre :

La fédération départementale des CUMA de Bretagne ;

L'union des CUMA des Pays de la Loire ;

La fédération départementale des CUMA de la Mayenne,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Bretagne ;

Les syndicats CFDT des Pays de la Loire ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC de Bretagne ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC de Loire-Atlantique ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 34 « Durée du travail », la référence à 1 600 heures est remplacée par 1 607 heures dans les paragraphes suivants :

c) Durée normale du travail effectif, 2^e alinéa ;

d) Heures excédentaires, point 1, 1^{er} alinéa.

Article 2

Le dernier alinéa de l'article 34, paragraphe c « Durée normale du travail effectif », est supprimé.

Article 3

Le dernier alinéa du paragraphe 1 de l'article 38 « Congés spéciaux » est supprimé.

Article 4

L'article 34 *bis* « Incidence des absences en cas d'annualisation » est supprimé et remplacé par un article intitulé « Incidence des arrêts de travail dans le cadre de l'annualisation » ainsi rédigé :

« Les périodes d'absence visées ci-dessous entrent dans le compteur des heures travaillées pour calculer le seuil de déclenchement des heures excédentaires au-delà de 1 607 heures, en fin de période d'annualisation :

- absences liées aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ;
- absences liées aux maladies ou accidents de la vie privée ;
- absences liées aux formations autres que celles du plan de formation de l'entreprise ;
- absences liées aux congés pour événements familiaux énumérés à l'article 38, 1^{er} paragraphe.

Les heures correspondant à ces absences sont à mettre dans le compteur des heures effectives prévu à l'article 34 *f*, à raison de 7 heures par jour ouvré. Elles ne pourront en aucun cas déclencher le paiement de majoration d'heures excédentaires lorsque le plafond de 1 697 heures défini à l'article 34 *d*, est atteint, mais devront être rémunérées au taux normal. »

Article 5

A l'article 34, au paragraphe *e* « Modulation et durée maximale, le troisième alinéa est modifié ainsi qu'il suit :

« Les CUMA peuvent être autorisées à dépasser le plafond de 48 heures selon la procédure définie aux articles R. 713-31, R. 713-32 et R. 713-33 du code rural et de la pêche maritime. Les demandes de dérogation présentées à la DIRECCTE pourront concerner les travaux de mise en place des cultures, d'épandage et de récolte. Ces demandes ne pourront pas viser à obtenir une dérogation permettant de repousser la durée hebdomadaire du travail au-delà de 60 heures. En application de l'article L. 713-17 du code rural et de la pêche maritime, les heures supplémentaires effectuées au-delà de 48 heures sont payées avec le salaire du mois considéré. »

Article 6

Le paragraphe 3 de l'article 35 « Travail du dimanche et des jours fériés. – 1^{er} Mai » est modifié ainsi qu'il suit :

« 3. Les heures de travail effectuées le dimanche et les jours fériés s'ajoutent aux heures effectuées pendant la semaine pour déterminer le seuil de déclenchement des heures supplémentaires. Elles donnent lieu à un supplément de salaire de 50 % appliqué au tarif des heures normales qui s'ajoutent aux majorations légales pour heures supplémentaires selon l'exemple suivant :

Méthode de calcul

Exemple : semaine de 56 heures effectives, dont 7 heures le dimanche. Salaire horaire : 10 €.

Le salaire se décompose ainsi :

- pour les 48 premières heures : salaire mensualisé base 35 heures = 1 516,70 € ;
- rémunération des heures du dimanche : $7 \times 10 \text{ €} \times 0,5 = 35 \text{ €}$;
- rémunération des heures supplémentaires : $8 \times 10 \text{ €} \times 1,25 = 100 \text{ €}$;
- salaire brut : 1 651,70 €.

Par accord entre les parties, la majoration de 50 % peut être remplacée par un repos égal à 30 minutes par heure travaillée. »

Article 7

La date d'effet de ces modifications est fixée au 1^{er} janvier 2012.

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE de Bretagne.

Fait à Rennes, le 6 octobre 2011.

(Suivent les signatures.)